

# Entrevue avec François Deschamps

Benoit Marsan, doctorant en histoire à l'UQAM

*François Deschamps est candidat au doctorat en histoire à l'UQAM sous la direction de Martin Petitclerc et Donald Fyson. Il a complété un mémoire de maîtrise en histoire en 2011, sous la supervision de Jean-Marie Fecteau, dans lequel il a analysé le discours radical tory au Bas-Canada, de 1835 à 1840, sa source documentaire largement inédite étant le journal Montreal Herald. Son mémoire lui a valu le 3<sup>e</sup> prix de la Fondation Jean-Charles Bonenfant. Une version adaptée de ses recherches a été publiée en 2015 aux Presses de l'Université Laval, sous le titre La « rébellion de 1837 » à travers le prisme du Montreal Herald, la refondation par les armes des institutions politiques canadiennes<sup>1</sup>.*

**Benoit Marsan :** Comment s'articule la question sociale dans le Bas-Canada des années 1830 et plus particulièrement comment se pose-t-elle à la lumière des rébellions de 1837 et 1838 ?

**François Deschamps :** Bonne question, un peu embêtante même. La considération du contexte global des années 1830 est fondamentale. Dans l'historiographie des dernières années, le concept de « révolution atlantique » joue un rôle englobant. La période s'ouvre avec la guerre civile britanno-américaine (1774-1783), relayée par les phases de radicalisation et d'extension de la Révolution française à l'Europe puis aux Amériques avec l'effondrement du système colonial espagnol et portugais. Le ferment secret de toute cette période de turbulence a trait peut-être au scandale de la traite des Noirs et à l'esclavagisme. Le haut risque de révolte effraie les élites coloniales. Après 1815, en dépit de la *Pax britannica*, les poussées démocratiques continuent à perturber l'ordre social en Angleterre jusqu'au *Reform Bill* de 1832 où les bases de la démocratie parlementaire moderne sont jetées. L'aspiration républicaine des Patriotes se situe à la queue de cette nébuleuse. On ne peut lui rendre justice sans la recadrer dans le contexte de tutelle coloniale britannique et le mouvement migratoire de masse en partance des îles britanniques vers l'Amérique du Nord. À la fin du premier tome de la *Démocratie en Amérique*, Tocqueville prend en bloc d'ailleurs le monde anglo-américain et évalue le sort des perdants : les esclaves noirs, les Amérindiens et, quand on lit bien, en filigrane, les Canadiens.

Il existe évidemment une pluralité de points d'observation qui recourent la même tranche d'histoire. La question est de savoir quel est le facteur déterminant. Les analyses marxiste et libérale ont eu tendance à rabaisser la dimension nationale et identitaire comme un reflet plus ou moins distordu et plus ou moins périphérique des enjeux économiques fondamentaux. Les deux aspects sont à mon avis intimement liés. Le champ d'interactions dynamiques entre calcul rationnel et filtre des passions exige de même une plus grande flexibilité. Fait intéressant, depuis une quinzaine d'années, un des courants historiographiques importants dont Phillip Buckner se veut le porte-étendard s'emploie justement à restituer l'héritage britannique et impérialiste refoulé dans la formation

---

<sup>1</sup> Cette entrevue a été publiée, à l'origine, sur le blogue [Question sociale et citoyenneté](#). C'est avec l'accord des responsables que ce texte est ici reproduit. Vous trouverez d'ailleurs d'autres entrevues et contributions de ce blogue sur [l'espace qui leur est réservé sur notre site](#).

identitaire canadienne. Mes recherches pourraient d'une certaine façon s'y inscrire. Pour ce qui est du Québec, je déplore les analyses en vase clos de la société québécoise naissante au 19<sup>e</sup> siècle qui négligent de tenir compte, outre le cas des communautés amérindiennes, de la coexistence des deux communautés nationales fondatrices — ou mieux la greffe de la communauté nationale britanno-américaine sur le tronc canadien. Le travers nationaliste qu'on attribue aux Patriotes doit être revu, d'autre part, à la lumière des résultats surprenants aux élections de 1834 où les anglophones des comtés ruraux au sud de Montréal ont voté majoritairement pour le parti réformiste de Papineau.

Pour ce qui est du mouvement de radicalisation de la société québécoise qui aboutira à ce qu'on appelle encore paresseusement les « rébellions », on a encore le réflexe de parler de la guerre entre les Français et les Anglais, mais la polarisation manifeste entre les deux camps rivaux ne doit pas gommer les jeux d'alliance qui dépassent le clivage ethnique, par exemple en ce qui a trait à la pauvreté et à la criminalité. De même, malgré l'opposition virulente des tories au régime seigneurial alors en vigueur, ils ont été bien malgré eux obligés de parlementer avec les têtes dirigeantes de la hiérarchie catholique et les seigneurs qui se sont docilement rangés de leur côté. Il y a donc une perspective sociale qu'il est impossible d'ignorer. Il n'est pas sûr non plus que le petit groupe sélect des marchands, des entrepreneurs, des banquiers et des magistrats tory de Montréal représentaient le point de vue de ce que Brian Young appelle le « *English Montreal* ». Ils n'ont pas craint en tout cas de mobiliser à leur cause les artisans durs à cuire et les fermiers britanniques des classes populaires. Bref, dans une perspective sociale, l'opposition oligarchie/démocratie, loin d'être un obstacle, complexifie le clivage ethnique, tout comme celui-ci, en retour, nuance celle-là.

**Benoit Marsan :** Qu'est-ce qui caractérise ce que vous nommez le « moment républicain » à Montréal et dans ses environs au cours des années 1830 ?

**François Deschamps :** C'est un aspect intéressant, car je travaille actuellement à un projet d'édition des écrits d'Adam Thom, et pour ce faire j'ai dû me confronter au livre de Michel Ducharme sur le concept de liberté au Canada. Dans son ouvrage, il oppose le concept de républicanisme et de monarchie mixte. Selon lui, la victoire de la monarchie mixte représente le point de vue des libertés modernes. Cependant, selon moi, quand on lit correctement Adam Thom et le *Montreal Herald*, on se rend compte que le républicanisme, il faut le chercher d'abord au sein même du discours tory de Montréal. Un lien fort est établi entre accès à la citoyenneté et armement. S'appuyant sur la « loi de Solon » dans la Constitution des Athéniens d'Aristote, dès janvier 1835, Thom considère les « habitants anglais de cette province » comme des « proscrits » (des « *Outlaws* ») engagés dans une « guerre civile ». Ceci est très intéressant. Pour eux, il n'y a pas de neutralité possible. Il faut prendre parti pour l'un ou l'autre camp. On retrouve aussi dans les journaux publiés en français des déclarations similaires stipulant la nécessité de « tirer l'épée ». Thom a même la coquetterie de faire remonter le conflit en cours au sac de Rome par les Gaulois...

**Benoit Marsan :** Dans le résumé de votre communication, vous faites une distinction entre une citoyenneté républicaine, inspirée par la culture américaine, chez certains groupes associés au mouvement patriote, et une autre conception de la citoyenneté portée par les éléments ultraconservateurs fidèles à l'Empire britannique. Pouvez-vous définir leurs principales caractéristiques et ce qui les oppose ?

**François Deschamps :** Le discours patriote insistait principalement sur l'élection d'un conseil législatif par les citoyens les plus fortunés. Le problème que je vois à travers une telle

question est qu'on a tendance à associer le discours tory à une position ultra-loyaliste envers la monarchie, alors qu'en lisant le *Montreal Herald* on se rend compte que dès 1835, les tories sont ouverts à toutes les options. Oui, ils sont loyalistes, ils croient à l'attachement viscéral à la couronne britannique, mais l'élément fondamental est qu'ils n'accepteront jamais de se soumettre à une majorité francophone quelle qu'elle soit, et dans cette perspective, ils sont prêts à tous les scénarios possibles. C'est-à-dire, l'union avec les États-Unis, l'annexion de Montréal avec le Haut-Canada et même jusqu'à la rupture du lien impérial s'il le faut. Cela est évident dès 1835, et ça le restera jusqu'en 1840. Vu sous cet angle, on ne peut absolument pas tenir pour acquis que les monarchistes tory de Montréal entretenaient une loyauté aveugle envers la monarchie britannique. Comme l'a bien vu Durham en 1838, ils étaient donc ouverts à la rupture du cordon ombilical envers les tireurs de ficelles à Westminster, plutôt que de se soumettre à une perpétuelle majorité francophone. Comme Peter McGill l'écrira en 1838 au nom de l'association constitutionnelle de Montréal, il n'était même pas question de soumission à une assemblée française dans un cadre fédéral. Il s'agit là d'un aspect fondamental de la question.

Autre point essentiel, où les perspectives identitaires et économiques sont indiscernables, ces marchands et ces entrepreneurs, en raison des droits de douane et des taxes prélevées sur les produits de consommation, se considéraient comme les principaux pourvoyeurs du budget de l'État colonial. Or, non seulement assumaient-ils le gros de la facture, mais de plus, celle-ci servait au développement de la société québécoise et à entretenir une classe politique à la Chambre d'assemblée où sévissait à perpétuité une majorité francophone. Dans la perspective tory, c'était en quelque sorte financer des gens qui leur mettaient des bâtons dans les roues. C'est pourquoi ils voulaient élire un gouvernement qui représenterait leurs intérêts, et dans cette optique, l'union des deux Canada devenait un moindre mal, car une telle solution permettrait de neutraliser la majorité francophone, en plus d'ouvrir la voie aux projets de développements économiques, notamment la canalisation du St-Laurent, afin d'avoir accès au marché du Midwest américain, qui est alors en pleine expansion.

**Benoit Marsan :** Autre élément central de votre présentation, la question de la violence. Pouvez-vous décrire les principaux éléments du répertoire d'action déployés par les différentes organisations paramilitaires ?

**François Deschamps :** Une fois encore, c'est à travers la personne d'Adam Thom qu'on peut identifier le mieux le thème de la violence. Cet aspect est fondamental dans l'idéologie tory de Montréal. Au début des *Anti-Gallic Letters*, écrites à partir de septembre 1835, Thom, le rédacteur en chef du *Montreal Herald*, parle d'une crise qui perdure depuis des années et il identifie les moyens pour en sortir. Il y a tout d'abord les moyens pacifiques, par exemple miner le budget provincial par l'entremise de la contrebande ou encore exiger l'intervention directe du parlement impérial dans les affaires internes de la colonie. Vient ensuite l'examen des moyens radicaux. S'il est persuadé que les autorités impériales n'ont absolument rien à craindre d'un soulèvement populaire des habitants, le véritable pouvoir d'insurrection par contre réside, selon lui, aux mains des « *English inhabitants of this province* » et de l'armée. Or, dit-il, dans l'éventualité d'un soulèvement des citoyens britanniques, les soldats de la garnison ne sont pas des « cannibales », ils savent lire et écouter – jamais, assure-t-il, ils ne tireront sur leurs concitoyens avec qui ils entretiennent rapports fraternels. K. Senior écrit au sujet de ces affinités électives que l'incendie du Parlement canadien à Montréal en 1849 devait marquer la fin de la « *old alliance between the garrison and the British party that had begun in 1832 and matured in the rebellion years* ».

Cette analyse est clairement exprimée dans les éditoriaux de Thom. D'ailleurs, dès décembre 1835, les tories vont former un groupe paramilitaire, le *British Rifle Corps*, l'objectif n'étant pas uniquement de créer une milice volontaire, mais de se doter d'un outil pour appuyer un programme politique. On vise à créer un congrès à l'échelle du *British North America* à partir du réseau des associations constitutionnelles déjà existantes, afin de forcer Londres à adopter le point de vue tory. Dès lors s'engage un bras de fer entre le groupuscule des tories à Montréal et, par-delà le gouverneur Gosford, les autorités impériales à Westminster. L'armement des civils britanniques sous l'étendard du *British Rifle Corps* sera prohibé par une proclamation du gouverneur en janvier 1836, mais dès ce moment jusqu'au « double soulèvement » (Maurice Séguin) de novembre 1837, la question de l'armement des civils britanniques restera au cœur du litige entre l'exécutif et les tories.

Le *Doric Club* fait le relais entre le *British Rifle Corps* de 1835 et l'armement des volontaires de 1837 par le « *Constitutional Hero* » des tories, l'ancien gouverneur du Haut-Canada, le commandant Colborne. Il s'agit d'une organisation paramilitaire proche de l'armée et de la loge maçonnique Saint Paul. Le club tiendra quelques assemblées publiques, mais ses membres, dont le propriétaire du *Montreal Herald*, Robert Weir junior, revendiqueront le privilège d'une assermentation secrète pour maintenir un climat de terreur feutrée. Colborne créera à partir de cette police clandestine le *Queen's Light Dragon*. Ses membres jouent à la fois le rôle de police et d'agents provocateurs, en plus d'agir à titre d'émeutiers de mèche avec les soldats de la garnison comme on le constate lors de l'émeute programmée du 6 novembre 1837 à Montréal.

En novembre 1837, les demandes réitérées d'armement se frappent au même refus du gouverneur et de l'*Attorney General*. La menace d'une autre proclamation pèse même au-dessus d'eux, comme le témoignage rétrospectif de J. S. McCord l'établit de manière irréfutable. Le document essentiel à ce sujet, est la réponse de Gosford à la demande d'armement de Peter McGill, qui est reproduite dans mon mémoire et dans mon livre. Il est d'ailleurs largement cité dans l'historiographie comme preuve de l'unité d'action des forces loyales. Quand on se donne la peine de le lire, le refus du gouverneur d'armer les civils d'origine britannique, le 15 novembre 1837, apparaît avec une force éclatante. Ce document laisse clairement entendre qu'il existait deux plans d'intervention : un civil, par la création d'une « force auxiliaire municipale » en vue d'interdire les rassemblements illégaux. Un autre, concocté par les magistrats tory, les brigades volontaires et l'état-major prévoyant la sortie de l'armée dans les campagnes environnantes. Or, dans l'esprit des tories, la sortie de l'armée laissait Montréal sans défense. D'où l'importance de l'accès exclusif au dépôt d'armes de l'île Sainte-Hélène.

Du côté francophone, on retrouve, aux fins de « protection mutuelle », les Fils de la liberté dès 1832-1833, l'Union patriotique de Saint-Benoît (1835), etc. Mais il n'y a pas une réelle organisation paramilitaire qui se met sur pied avant septembre 1837. Papineau curieusement a ordonné le jour même de l'émeute du 6 novembre 1837 la suspension pour une période indéterminée des activités des Fils de la liberté. Les processions publiques ont créé tout un remous à Montréal, sur la Côte à Baron où ils ont pris possession de positions militaires en chantant la Marseillaise et en agitant le drapeau tricolore. Par la suite, en 1838, émergent les Frères chasseurs, une organisation possédant des rituels d'assermentation inspirés de la franc-maçonnerie, qui avait pour objectif de mobiliser le plus grand nombre en vue de mener une guérilla contre les autorités établies dans un mouvement à la fois, notez-le bien, d'émancipation anticoloniale et, par l'abrogation du régime féodal, sociale. L'organisation devait être cependant largement infiltrée et noyautée par des agents doubles, qui ont révélé

aux autorités les plans et les ramifications de l'organisation, de sorte que l'insurrection de 1838 a été écrasée assez facilement.

**Benoit Marsan :** Existe-t-il une distinction entre les formes d'action des groupes paramilitaires britanniques et canadiens ?

**François Deschamps :** La grande différence entre le *Doric Club* et les Fils de la liberté est que le premier a l'appui des militaires. C'est à travers le réseau des loges maçonniques et orangistes (ainsi que des sociétés nationales St. George et St. Andrew) que les « loyalistes » tory se rencontraient. Par exemple, lors de l'émeute du 6 novembre 1837 à Montréal, il y a eu saccage des presses du *Vindicator*. Des magistrats francophones ont alors appelé à l'aide les militaires, qui étaient éparpillés un peu partout dans le Vieux-Montréal, mais cette aide a été refusée, car ils n'avaient pas accès aux mots de passe ordonnant l'intervention. Il s'agit de rapports de force inégaux. La stratégie des milieux tory était basée en partie sur le précédent de la tuerie de mai 1832 où des militaires ont descendu trois civils sous prétexte qu'il y avait une émeute incontrôlable. La ruse des stratèges de l'armée consistait en particulier à un double jeu instructif : au même moment où les soldats protègent la famille Papineau menacée par une foule hystérique de manifestants loyalistes, d'autres détachements laissent les émeutiers du *Doric Club* saccager tranquillement les presses du *Vindicator*, un journal irlandais en faveur des réformes que préconisait le parti patriote.

**Benoit Marsan :** Quels sont les significations et les objectifs des actions respectives des deux camps ?

**François Deschamps :** Comme l'a bien vu Jean-Marie Fecteau dans son analyse pénétrante des conditions d'application de la loi martiale du 5 décembre 1837, il faut comprendre qu'on est dans un moment révolutionnaire où l'autorité civile et le Rule of Law sont en pleine décomposition. Les groupes paramilitaires des deux côtés jouent alors aux apprentis sorciers. Il s'agit donc de dramatiser les enjeux, en lançant des cris alarmistes ou bien d'organiser des coups d'éclat. La lecture minutieuse et inédite du *Montreal Herald* montre que les tories n'ont jamais suspecté l'ampleur de la résistance paysanne dans les campagnes environnantes.

Du côté patriote, malgré le coup d'éclat médiatique en remettant de manière théâtrale sa commission de capitaine de milice en août 1837, Papineau semble plutôt embarrassé par la création de l'association des Fils de la liberté, la perspective imminente de la violence l'effraie. Sa version rétrospective accommodante concernant la légitimité de la résistance armée des habitants est à prendre avec des pincettes. Allergique à la fois à la violence et aux compromis avec les modérés, Papineau en fait se peindrait dans un coin.

**Benoit Marsan :** Vous venez de publier un livre portant sur la Rébellion de 1837 aux Presses de l'université Laval. Pouvez-vous nous résumer les éléments centraux de votre ouvrage ?

**François Deschamps :** Il s'agit essentiellement de mon mémoire de maîtrise, ma discussion historiographique en moins. Cependant, mon premier chapitre représente une nouveauté, car j'y aborde les différents éléments du discours de l'Association constitutionnelle de 1835 à 1838. Selon moi, il s'agit d'un élément essentiel afin de comprendre que la violence préconisée, entre autres dans les pages du *Montreal Herald*, est orientée vers des objectifs politiques. Le discours est d'ailleurs invariable au cours de ces trois années. On enfonce constamment les mêmes clous. Les objectifs du côté des tories demeurent toujours les mêmes.

Dès juillet 1835, une revue britannique, le *Blackwood Magazine*, publie un brûlot affirmant que les jours de l'assemblée à Québec sont comptés. Il faut fermer le parlement de Québec et trouver les moyens de neutraliser toute éventuelle majorité francophone. Ces éléments apportent un nouvel éclairage sur le rôle de Durham. Dans l'historiographie, il est présenté comme étant le grand concepteur de l'union législative. Quand on lit les documents de l'Association constitutionnelle de Montréal, on se rend compte que toutes les idées de Durham en sont tirées. Il faut renverser la position d'éminence où on l'a placé. Il n'est en partie qu'un commissionnaire, un *errand boy*, des officines tory de Montréal. Mais il est aussi un bouc émissaire à cause du spectre blafard de l'assimilation qui auréole toujours à tort sa mémoire.

Les deux éléments centraux du livre sont de démontrer que la violence du côté des tories vise l'atteinte d'objectifs politiques à long terme et que la clé de la compréhension des événements de 1837 réside dans le refus poli de Gosford d'acquiescer à la demande d'armement exclusif des civils britanniques. D'où la thèse de la mutinerie des tories montréalais — le mot mutinerie est d'ailleurs employé dans les pages du *Montreal Herald* — qui veulent s'assurer que le mérite de la répression des noyaux de résistance armée ne soit pas attribué aux loyalistes français sur lesquels le gouverneur comptait s'appuyer. En plus de décapiter le Parti patriote, les tories veulent non seulement le départ de Gosford, mais la fermeture de la Chambre d'assemblée à Québec, l'annexion pure et simple du Québec à l'Ontario par l'union législative sous une majorité britannique fixe, sans compter des châtiments exemplaires comme le permettait la loi martiale proclamée dans le district de Montréal le 5 décembre 1837. Bref, l'objectif de l'ouvrage est de démontrer que ce qu'on appelle encore la « rébellion » de 1837 dissimule un phénomène beaucoup plus complexe que ce qu'on est généralement prêt à admettre.

**Benoit Marsan :** Sur quoi portent vos recherches actuelles ? Travaillez-vous toujours à partir de sources journalistiques de la période ?

**François Deschamps :** Il est évident que cette période me passionne. Malgré la quantité des documents que j'ai dépouillés pour mon mémoire, principalement les pages du *Montreal Herald*, il ne s'agit que d'une petite partie. Il reste encore beaucoup d'éléments à en extraire. J'effectue aussi des recherches sur l'extension du discours tory dans le temps et l'espace à l'échelle de l'Empire britannique, par exemple en Jamaïque, en Afrique du Sud, au Bengale, en Australie, etc. Je veux savoir si en quelque sorte on ne retrouve pas ailleurs des éléments du discours présent à Montréal au cours de la période. Voir si celui-ci est particulier ou s'il s'agit plutôt d'une norme ? Par exemple, le recours aux mesures d'exception semble être une pratique constante : une étude comparative permettrait d'établir un parallèle contrasté avec ce qui se passe au Ceylan en 1848, lors de la « révolte des Cipayes » en 1858 ou à Morant Bay (Jamaïque) en 1865.

Je me demande aussi finalement dans quelle mesure et en quoi le discours radical tory de Montréal dans les années 1830 anticipe-t-il les traits principaux de ce qui deviendra dans les années 1860, en Angleterre comme dans les colonies de peuplement britanniques, le modèle anglo-saxon qu'on retrouve chez Dilke et Seely par exemple.